

La Syrie, pourquoi c'est difficile ?

Sami Kamil

Le comité régional du parti Bath vient de commenter les révolutions arabes à l'occasion du 48e anniversaire de l'arrivée du parti au pouvoir en Syrie le 8 mars 1963. Dans cette déclaration, l'instance la plus « prestigieuse » du pouvoir syrien, constate que la « scène arabe témoigne du développement de la conscience populaire lié à une adhésion profonde entre les intérêts nationaux et les causes de la nation [...] Le mouvement de la rue arabe est une preuve que les générations d'aujourd'hui ont la capacité de changer la situation ». Un discours mis à jour afin de s'accrocher aux mutations profondes que connaît une grande partie des pays arabes sans pour autant que cette vague déclenche la sonnette d'alarme en Syrie sur une gestion économique défailante, une corruption institutionnalisée, des libertés politiques inexistantes et une vie associative muselée.

Pourtant, la vague de la révolte, qui se transforme en révolution dans les sentiments, les comportements et les pratiques, avance dans tous les sens à pied ferme dans les pays arabes. La peur, qui s'est enracinée dans les esprits de la population dans les pays arabes durant des décennies d'humiliation et de répression, a changé de camps. Les dirigeants arabes ont maintenant l'opportunité de partager ce sentiment. Toutes leurs réactions le démontrent : baisse des prix, subventions, augmentations des salaires, promesses de supprimer les lois d'urgences, promesses d'amender les lois électorales, promesses de réformes politiques et économiques et des déclarations médiatiques dans lesquelles ils ne se sentent pas concernés par ce qui se passe chez les voisins car « ils sont différents ». Cependant, il est important de différencier les situations économiques, politiques et sociales dans chacun des pays sans que cela n'exclue quiconque d'entre eux d'avoir sa place bien réservée dans la file d'attente des révoltes.

Les régimes arabes, dans l'ensemble, ont perdu leur légitimité qui a été liée au début à leur contribution à l'indépendance, à l'affrontement avec les ennemis extérieurs, à une idéologie développementaliste et une politique sociale modernisatrice. Ils se sont transformés en appareil répressif et corrompu. Avec la corruption et le clientélisme, ils ont réussi à créer une classe politique et sociale pour aider à contrôler la vie publique. Dans cette logique, ils ont confisqué la société civile en la transformant en appareil aussi corrompu et clientéliste que le pouvoir lui-même. De plus, l'expression publique est devenue un crime de lèse-majesté, accusé de tous les maux qui vont jusqu'à la trahison des « causes nationales ». Les médias deviennent donc muets et complices. En censurant toute création artistique et

littéraire, ces régimes sont les premiers responsables de l'assassinat de l'âme et de la créativité d'une culture ancestrale que tous les envahisseurs et les colonisateurs n'ont pas réussi à faire disparaître durant des siècles. Dès lors, l'ébranlement de ces tigres en sable n'est plus étonnant.

Force est de constater que chaque pays a ses particularités, ses capacités et ses facteurs qui préparent à une telle déflagration. En revanche, ils vont tous se retrouver, tôt au tard, face à cette « fatalité ». Son ampleur dépendra de la compréhension de ses dirigeants, de revendications ne se limitant pas aux besoins vitaux, mais liées, surtout, à la liberté et à la dignité.

Dans cette logique, en quoi la situation en Syrie peut être différente ?

Le conflit avec Israël et le soutien aux différents mouvements de résistance (au Liban et en Palestine) renforcent la position du pouvoir syrien et sa légitimité au moins sur ce registre. Pour la majorité des Syriens, leur pays adopte une diplomatie efficace face à une multitude d'ennemis déclarés et cachés. Une diplomatie visant à détourner les opinions de leurs besoins réels dans les domaines économiques, politiques et socioculturels. Ainsi, la Syrie est une société composée de plusieurs ethnies et confessions. Les minorités religieuses ont souvent été séduites par un pouvoir représentant, sous une étiquette laïque, une assurance relative face à la domination probable des musulmans sunnites. De plus, l'invasion de l'Irak en 2003 a largement répandu la crainte des conséquences imprévisibles d'un bouleversement de la stabilité intérieure. Finalement, la violence qu'avait connue la Syrie au début des années 1980, durant la répression de la rébellion des Frères musulmans, a marqué tous les esprits. Le système politique est également parvenu à encadrer toutes les composantes de la société avec des « organisations populaires » auxquelles appartiennent les différents corps de métier, les ouvriers, les paysans, les étudiants et les femmes, et qui ne sont ni plus ni moins que des organismes de contrôle, de canalisation et de redistribution des privilèges.

Les années 2000 ont connu un élan d'espoir avec l'avènement de Bachar Assad au pouvoir. La déception fut rapide, avec le contrôle renforcé des services de renseignements dans l'ensemble de la vie publique (et même privée). La société civile émergente se contente d'œuvrer dans les domaines autorisés et bien contrôlés (développement et charité). Une nouvelle forme d'ONG se développe autour de la première dame avec des moyens considérables (dont une partie importante provient des bailleurs occidentaux) sous le nom de Fondation syrienne pour le développement. L'un de ses objectifs réels est de s'accaparer de l'espace public et de mieux canaliser le travail associatif. Dans ce climat, la presse demeure étroitement contrôlée, l'expression publique est sanctionnée par des tribunaux d'exception et une culture de peur s'installe à tous les niveaux de la société et de l'appareil dirigeant.

Un dernier facteur important qui représente une entrave à toute mobilisation générale et qui inquiète les différents acteurs de la scène politique, c'est la crise aiguë liée aux revendications culturelles et identitaires de la population kurde. Ce dossier n'a été résolu par aucun gouvernement depuis l'indépendance du pays (1946). Les revendications kurdes, en principe identitaires et culturelles, ont donné lieu le 12 mars 2004 à un soulèvement violent dans la région nord-est de la Syrie qui a été rapidement réprimé.

Les doutes persistent dans tous les rangs sur une éventuelle tendance séparatiste au sein du mouvement kurde, ce qui le prive du soutien de la population arabe sans pour autant qu'elle soit liée au pouvoir en place.

De son côté, le pouvoir explique la lenteur des réformes politiques par la situation régionale, les menaces extérieures et les priorités économiques. En ce sens, le président syrien vient de réfuter toute éventualité d'une « contamination » de révoltes en Syrie en précisant que la stabilité et les réformes économiques sont une priorité. Cette assurance ne le protège pas de pressentir le danger : reconnaissant implicitement que la peur a changé de camp, le moment lui semble venu de débloquent des subventions importantes pour les familles les plus démunies ; les fonctionnaires ont vu leur prime augmenter, une amnistie générale a été décrétée, des arrestations spectaculaires de présumés corrompus ont eu lieu et des sites comme Facebook, Twitter et YouTube ont été autorisés. Le président a ainsi évoqué la prochaine adoption d'une nouvelle formule d'élections municipales ainsi qu'une loi associative moderne. Les Syriens craignent néanmoins que leur pays ne doive se préparer à une longue attente, assortie d'une économie défaillante et de la confiscation des droits politiques. Dans un pays qui connaît de plein fouet les retombées de la crise économique mondiale, où 30 % de la population vit sous le seuil de pauvreté et où la migration rurale due à la mauvaise gestion et à la sécheresse étrangle les grandes villes en créant de nouvelles ceintures de pauvreté, les remèdes occasionnels ne dénoueront pas la crise.

Malgré cette « photo » pessimiste de la situation, il est tout à fait légitime de penser que la Syrie est prête à suivre l'exemple et à connaître des mouvements revendicatifs qui mèneront le pouvoir politique à entreprendre des vraies réformes et un changement crucial dans les pratiques économiques et politiques.

Dans cette logique, l'alliance de la « Déclaration de Damas », seule formation d'opposition identifiée et relativement organisée, qui n'a jamais revendiqué le renversement du pouvoir mais lui a plutôt tendu la main, l'appelle récemment à « rebâtir la confiance et construire des ponts de dialogue ». Elle souligne que le pouvoir politique syrien doit « assumer ses responsabilités dans ces circonstances critiques et adopter une position audacieuse et sage par rapport à la question de la transition démocratique [...] et cela par la voix d'un dialogue national entre tous les acteurs politiques et économiques ainsi qu'avec la société civile ». La Déclaration exige entre autres, pour rendre ce dialogue espéré réalisable, que les autorités libèrent les prisonniers politiques, annulent les lois d'urgence ainsi que les tribunaux spéciaux et respectent les libertés publiques et d'association. Les Syriens méritent la liberté et veulent construire un État de droit et de démocratie. Est-ce trop demandé ?